Hebdomadaire de la FEDERATION ANARCHISTE

le monde libertaire

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

12 AU 18 MARS 1992

N° 862

10, 00 F

ELECTIONS RÉGIONALES & CANTONALES

Voter c'est l'arnaque

« Si voter changeait quelque chose, on aurait déjà interdit le droit de vote ! ». Ce slogan libertaire traduit bien le sentiment de scepticisme qui habite les anarchistes à l'endroit du jeu électoral. Droite, gauche... c'est toujours l'arnaque. Promesses non tenues, magouilles politico-financières, scandales divers et variés... voilà le lot des politiciens, qui accèdent au pouvoir comme l'on va à la soupe. Au besoin, lorsque le scrutin n'est pas conforme à leur souhait, ils l'annulent. Voyez ce qui s'est passé en Algérie ! Autant dire que le vote est un artifice pour des citoyens peu politisés, qui se satisfont de l'à-peu-près des marchands d'illusions, préférant, le reste du temps, avaler des couleuvres.

DANS *le Canard enchaîné* du 26 février, Pancho dessinait Le Pen les bras levés en signe de victoire après les élections à Nice. Dans une bulle, il faisait dire au fasciste : « *Je remercie les 49%, qui ont voté pour moi et surtout les 54%, qui n'ont pas voté* ». Une leçon de politique ?

Le même jour, Chirac stigmatisait dans un meeting les abstentionnistes, « phénomène inquiétant pour la démocratie ». On n'y peut rien, Chirac et Pancho, dessinateur « de gauche », nous disent la même chose. En substance : ceux qui ne voteront pas seront responsables de la prise du pouvoir par l'extrême droite.

Renversons ce raisonnement fumeux, soyons un tout petit peu logique. Un peu de pédagogie ne peut pas nuire, vous allez voir qu'ils vont nous rendre responsables des succès de Le Pen.

Qui est responsable des scores extraordinaires d'individus qui en 1981 n'existaient pratiquement pas, sinon comme groupuscule ? Qui, sinon le parti depuis cette date aux affaires.

Mais il serait trop simple d'incriminer quelques personnes seulement. Que ceux qui veulent nous faire la leçon veuillent bien assumer jusqu'au bout la logique de leurs actes. Les élus ne font que représenter, c'est l'idéologie des démocrates. Ils représentent la pensée, la volonté - pour parler comme Rousseau - des citoyens électeurs. Rappelons, au passage, que ce philosophe emblématique de la pensée révolutionnaire était totalement opposé à la démocratie représentative.

Celui qui vote déclare, qu'il le veuille ou non, par ce geste : je me sens incapable d'assumer mes fonctions de citoyen, je délègue untel pour le faire à ma place.

Chacun des actes politiques d'un libertaire, qu'il manifeste, revendique, prenne la plume... est, par définition, antifasciste. Le vote, qui est bien souvent l'acte politique unique du votant, est doublement hypocrite : *primo*, j'ai fait mon devoir de citoyen - sous-entendu, moi au moins ! - , je veux m'en tenir là ; *secondo*, je me lave les mains de ce qui peut s'ensuivre, pour les vols de toutes sortes, la violence, les malversations... adressez-vous aux hommes au pouvoir.

Trop facile, il y a selon toutes vraisemblances des responsabilités qui sont difficiles à assumer et qu'il vaut mieux refiler aux autres.

Le Pen, c'est la conséquence naturelle d'un système qui flatte les instincts les plus bas en l'homme. Il n'est guère, de ce point de vue, qu'une excroissance purulente. La tumeur est ailleurs.

(suite p. 3)

Avec le parlementarisme point de salut

Voter ou ne pas voter ? La question s'est toujours posée aux anarchistes. Voyons ce qu'en disait notre camarade E. Malatesta dans le quotidien italien *Il Messaggero* du 7 février 1897, répondant ainsi à Merlino, qui émettait, à titre personnel, un avis favorable.

« ...Les anarchistes restent, comme toujours, des adversaires résolus du parlementarisme et de la tactique parlementaire.

Adversaires du parlementarisme parce qu'ils pensent que le socialisme doit et peut se réaliser grâce à la libre fédération des associations de production et de consommation, et que n'importe quel gouvernement, y compris le gouvernement parlementaire, est d'une part impuissant à résoudre la question sociale et à harmoniser et satisfaire les intérêts de tous ; et d'autre part constitue en lui-même une classe privilégiée ayant des idées, des passions et des intérêts contraires à ceux du peuple qu'il a les moyens d'opprimer avec des forces venues du peuple lui-même. Adversaires de la lutte parlementaire, parce qu'ils pensent que loin de favoriser le développement de la conscience populaire, elle tend à déshabituer le peuple de s'occuper lui-même directement de ses propres intérêts et qu'elle est une école de « servilisme » pour les uns, et de mensonges pour les autres.

Nous sommes loin de méconnaître l'importance des libertés politiques. Mais les libertés politiques ne s'obtiennent que quand le peuple est décidé à les vouloir ; et une fois obtenues, elles ne durent et n'ont de valeur que tant que les gouvernements sentent que le peuple n'en accepterait pas la suppression.

Habituer le peuple à déléguer à d'autres la conquête et la défense de ses droits, c'est la façon la plus sûre de laisser libre cours aux abus de pouvoir des gouvernants.

Le parlementarisme vaut mieux que le despotisme, c'est vrai ; mais seulement s'il est une concession que le despote est amené à faire parce qu'il craint le pire.

Entre le parlementarisme qu'on accepte et qu'on loue et le despotisme qu'on subit de force, tendu vers la révolte, il vaut cent fois mieux le despotisme. »

Malatesta

PARIS - La Fédération anarchiste appelle à la manifestation qui aura lieu le mercredi 18 mars à partir de la gare de l'Est pour protester contre le meeting de Jean-Marie Le Pen au Zénith.

Rendez-vous à 18 h à l'angle de la rue des Récollets et de la rue du Faubourg-Saint-Martin.

EDITORIAL

Le Front national dans les cordes

A l'occasion des élections présentes, plus que les vains discours des politiciens, il est à espérer que l'histoire retiendra le vent de révolte qui souffle à l'encontre des meetings du Front national. A chaque déplacement, au travers de l'Hexagone, d'un des leaders du parti d'extrême droite, la foule se déplace pour faire barrage au fascisme. Actuellement, Le Pen rase souvent les murs.

La mobilisation, que d'aucuns pensent profitable à la gauche, tient essentiellement d'un ras-le-bol de voir le fascisme verser sa bile en toute quiétude au gré des réunions électorales.

Que certains au PS se prennent à espérer pouvoir tirer les marrons du feu, comme le fait Edith Cresson, partie en campagne en désignant Le Pen comme l'adversaire n° 1, c'est leur affaire. Les anarchistes ne sont en rien motivés pour servir de marchepied à des politicards « de gauche » qui perdent toute crédibilté à force de mener une politique au service du patronat, contribuant au malaise social ressenti dans l'Hexagone.

La presse se fait l'écho des drapeaux noirs qui s'agitent lors de manifestations, ou encore signale la présence de la FA, comme c'est le cas dans *le Monde* du jeudi 5 mars, qui cite la « *fédération anarchiste de la Vienne* » ou encore nous compte, le vendredi 7 mars, parmi les organisations manifestant la veille à Lille. Elle peut poursuivre cette mise en avant des libertaires, car la lutte continue, et nous comptons bien la poursuivre au-delà des élections. Point de repos tant que le fascisme, enfin désigné à la vindicte, ne sera définitivement éradiqué.

ALGÉRIE

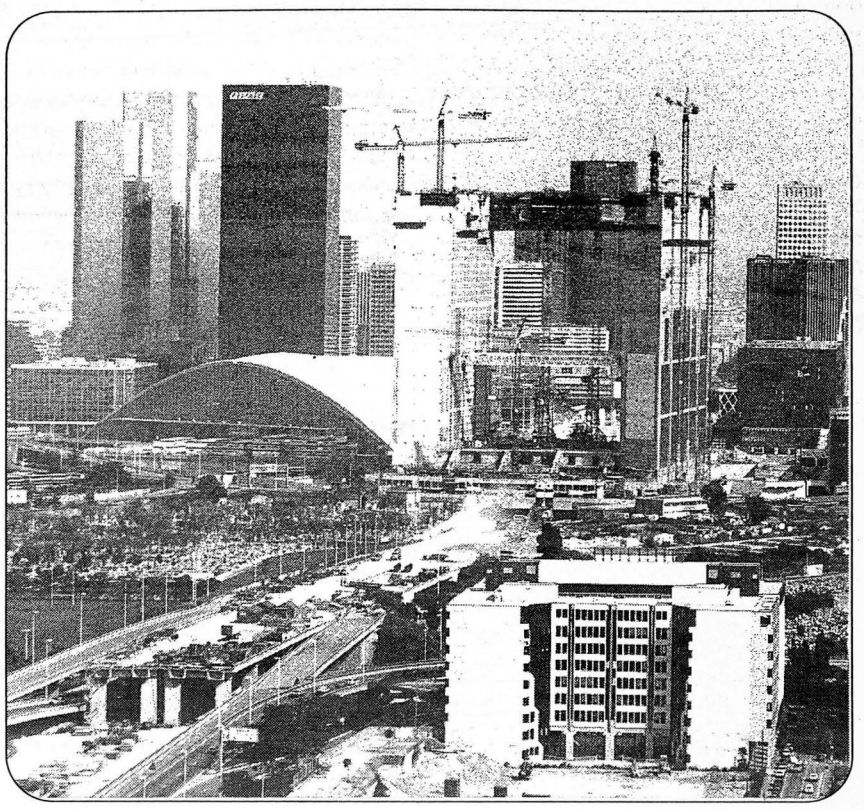
P. 4

T2137 - 862 - 10,00 F

ECONOMIE ANARCHISTE

La bataille pour la crédibilité

Dans un précédent article, paru dans les n° 845 et 846, Philippe Chailan développait l'idée d'une économie anarchiste « auto-centrée ». Georges Calmette, dans le *ML* n° 857, dénonçait cette orientation, jugée inopérante dans un monde encore marqué par la domination capitaliste. En d'autres termes : pas de salut pour l'économie libertaire, si celle-ci se cantonne en un seul pays ! Philippe Chailan réplique, précisant son projet. Débat.



La Défense, nouveau temple du capitalisme. © AFP.

GEORGES Calmette reconnaît à mon article un seul mérite : celui de poser le problème que rencontrera nécessairement une révolution victorieuse dans ses rapports avec d'autres économies « *encore sous la loi du marché* ». Mais qu'entend-il par une « *révolution victorieuse* » ? Sans doute, si nous le suivons sur ce terrain, une « *révolution* » qui sera parvenue à « *détruire l'Etat* », ainsi qu'à « *abolir la monnaie et la marchandise* », comme il l'écrit plus loin. Hormis l'exigence d'une réduction du temps de travail (avec laquelle on ne peut qu'être d'accord), les orientations indiquées par notre compagnon sont toutes négatives, et ne constituent donc en rien, ni un projet ni un programme. Surtout, peut-on définir une transformation radicale comme « victorieuse » à partir du moment où la réorganisation sociale dont elle est porteuse a commencé de s'instaurer ? Et la considérera-t-on toujours « victorieuse » si, après quelques mois, l'inflation et l'effondrement du commerce extérieur la mettent à genoux ?

Georges Calmette me reproche de vouloir « avant tout durer » : mais, visiblement, lui-même s'interroge sur les conditions optimales à l'instauration d'une société libertaire dans la durée. Sa réponse diffère de la mienne, puisqu'elle valorise une extension nécessaire et rapide, à l'échelle internationale, du processus de transformation. Toutefois, si j'ai négligé (pour le moment) l'étude des relations d'entraide entre une société en cours de transformation radicale et les mouvements convergents dans d'autres pays, ce n'est pas que je défende l'idée de l'« anarchisme dans un seul pays ». C'est que, par méthode, je préfère envisager le contexte le moins favorable : celui qui verrait s'esquisser une expérience isolée. Si nous n'imaginons que l'hypothèse optimale et les conditions les meilleures, nous retombons ipso facto dans l'illusion lyrique du grand mouvement, de la dynamique révolutionnaire auto-créatrice s'étendant géographiquement, comme une « onde » ou une « vague », d'un point origine aux extrémités du monde. Ainsi, Georges Calmette me semble bien optimiste lorsqu'il affirme, avec la certitude qu'implique l'usage du futur, qu'« *il risque d'y avoir des décalages, à l'échelle de la planète, entre des endroits où le capitalisme existera encore et ceux où il aura été détruit* ». Je préfère, pour ma part, ne pas rêvasser à un anarchisme vite étendu à l'échelle de la planète, fût-ce avec des « décalages ».

Et c'est précisément pourquoi j'ai tenté d'examiner les rapports de concurrence entre une économie libertaire et les économies capitalistes : la « guerre sociale » (terme qui sonne « radical » et « chic », que j'emprunte à Georges Calmette, avec des guillemets) sera livrée, contre une expérience autogestionnaire, avec les armes de l'économie et de la finance. A cet égard, comment notre camarade peut-il en même temps me reprocher de souhaiter une « saine émulation » avec les régimes capitalistes (expression évidemment caricaturale, mais passons) et de désapprouver la « mondialisation », qui représente, selon lui, « une chance pour la révolution » ? J'ai bien peur que sous le terme « mondialisation », il ne confonde des réalités non seulement différentes mais encore parfaitement antagonistes. Que l'internationalisme actif des camarades des autres pays constitue une ressource, une arme et une chance pour une expérience libertaire, c'est une évidence et une banalité qu'on aura pas le ridicule de contester ; que la transformation de l'économie serve une alternative anticapitaliste, c'est un contresens qui témoigne d'un idéalisme sympathique mais un peu court (1). Visiblement, mon contradicteur oscille entre une position de clôture (on ne peut vouloir concurrencer les économies capitalistes), et une position d'ouverture assez vague (oui à la « mondialisation »). Ouverture, clôture, c'est précisément pour ne pas rester prisonnier de ces catégories propres aux « débats intellectuels » et aux économistes libéraux (transnationalisation contre protectionnisme) que j'ai proposé un « auto-centrage » de l'économie libertaire. Alors, suis-je coupable de repli frileux sur les frontières de la « nation », ou de collaboration (de « saine émulation ») avec l'ennemi ? Georges Calmette m'impute les deux crimes à la fois, pour mieux proposer son alternative. Et elle est, je l'avoue, d'une simplicité redoutable : le mouvement, le mouvement, le mouvement. Autant dire la foi dans l'avenir d'une hypothétique révolution mondiale.

Ici et maintenant, construire la légitimité de l'anarchisme

Enfin, mon contradicteur identifie le salariat, la monnaie et les marchandises comme autant de caractéristiques du capitalisme. Que le salariat s'avère indissociable de l'organisation capitaliste de la production, nul ne le contestera ; qu'une certaine concurrence, la monnaie et les échanges marchands ne puissent avoir d'autres fonctions et d'autres sens que ceux que leur attribue la logique capitaliste, on se permettra d'en douter, à la suite de Camillo Berneri et dans le sillage de Proudhon notamment. On oublierait presque, parfois, que l'anarchisme est un matérialisme ; et en effet, seule une conception idéaliste, quasi religieuse, pourrait justifier l'affirmation selon laquelle « l' argent » et les « marchandises » sont mauvais « en soi ». La force théorique et pratique de l'anarchisme tient précisément à ce qu'il ne condamne pas l'« argent », mais la monopolisation du capital financier (de même qu'il condamne les monopolisations de capitaux culturels et politiques, autres formes de la domination). A quoi tend l'anarchisme dès lors ? Moins à « abolir l'argent » qu'à redistribuer de manière égalitaire les différentes formes de capitaux. Voilà une formulation certes plus lourde et moins « chic », mais un peu plus concrète et moins démagogique aussi, me semble-t-il, que les anathèmes des chrétiens de gauche et les vociférations d'une certaine ultra-gauche, plus prêcheuse que réellement critique, laquelle fait passer avant tout la condamnation générale du marché, des marchandises, de la concurrence et de l'argent. Rien ne prouve, à nos yeux, qu'une logique concurrentielle circonscrite au secteur des biens de consommation, « encadrée » par les règlements fédéraux et la solidarité des fédérations industrielles, doive fatalement aboutir à une « renaissance » du capitalisme. Tout au contraire, elle pourrait, sous certaines conditions, servir de ressource contre une éventuelle bureaucratisation de l'économie libertaire (2).

On fait parfois mine de s'étonner que l'anarchisme critique de Camillo Berneri n'ait pu se diffuser. Et n'a-t-il pas été tué deux fois, la première par les staliniens, la seconde par certains anarchistes qui le liquidèrent symboliquement au nom d'une prétendue orthodoxie ? Mais aussi, ne le tue-t-on pas une troisième fois, lorsqu'on s'émerveille de sa lucidité critique, tout en renonçant pudiquement à donner enfin des réponses précises aux questions gênantes qu'il posait ? Nous sommes nombreux à penser qu'une organisation sans projet ressemble à un couteau sans lame. Pourquoi, dès que nos propositions s'étoffent et s'affinent, les attaque-t-on non pas pour en proposer d'autres, mais au nom des « conventions » anarchistes (réinventées à l'occasion), et en suggérant vaguement que les auteurs desdites propositions ne sont « pas vraiment » anarchistes ? Qui donc trouve son intérêt à produire et à reproduire un anarchisme vague, sans discours ni programme précis, donc sans stratégie globale, et où s'insinue ponctuellement soit l'humanisme le plus flou (celui qui refusait de reconnaître la lutte des classes) soit une dénonciation creuse de l'« argent » et la « marchandise » en tant que tels, dans la logique d'un ultra-gauchisme trop chic et trop démagogique pour être vraiment subversif (Mitterrand, lui aussi, dénonçait, récemment encore, « l'argent-roi »... tout en adhérant au capitalisme). N'est-ce pas que l'imprécision même du discours anarchiste offre un certain confort à qui désire donner une raison d'être à son mal -être ?

Symptomatique, à cet égard, apparaît l'usage de l'anti-intellectualisme comme ressource pour disqualifier l'autre dans la confrontation des idées. Si, pour reprendre les termes de Georges Calmette, l'« autocentrage rend sourd », c'est, vous l'avez deviné, qu'il consiste, selon lui, en un repli et en une masturbation intellectuelle. Sous-entendu : ces « intellectuels », n'est-ce pas, parlent pour jouir de leurs discours (tout de même, ils manquent un peu de virilité révolutionnaire !).

Tout est dit alors, il n'y a plus qu'à tirer l'échelle. Et nous, qui ne nous prenons pas pour les prêtres d'une nouvelle religion, nous continuons en vain ? (L'avenir seul le dira) la bataille de la crédibilité. Quand on embrasse une cause avec la langue de bois, on l'écorche.

Philippe Chailan
(Groupe Socialiste libertaire)

(1) Voir, à ce propos, la série d'articles que Philippe Boursier et Willy Pelletier ont précédemment consacrent à l'étude de l'acte unique européen dans *le Monde libertaire*.
(2) J'avais exposé cette idée dans « Pragmatisme et pluralisme : le projet anarchiste », in *le Monde libertaire*, été 1990.

le monde libertaire
Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : 49.29.98.59.

Bulletin d'abonnement

Tarif

		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	❑ 35 F	❑ 70 F	❑ 60 F
3 mois	13 n°	❑ 95 F	❑ 170 F	❑ 140 F
6 mois	25 n°	❑ 170 F	❑ 310 F	❑ 250 F
1 an	45 n°	❑ 290 F	❑ 530 F	❑ 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom ..... Prénom .....
Adresse .....
Code postal .....Ville .....
Pays .....
A partir du n° .....(inclus).
Abonnement de soutien ❑
Chèque postal ❑ Chèque bancaire ❑ Autre ❑
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M) ❑
Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Gaspard-Monge,
55, rue du Fossé-Blanc, 92230 Genneviliers
Dépôt légal 44 145 — 1er trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Sur Radio-Libertaire - Paris (89.4 FM) écoutez chaque jeudi de 9 h 30 à 11 h 30 l'émission « Extrême limite » sur les luttes des chômeurs et des précaires.

Voter c'est l'arnaque

(suite de la « une »)

L'équation proposée au monde, en fait de programme politique, est réduite à deux termes que seuls les citoyens dépolitisés peuvent trouver correcte : élections libres = démocratie. Il suffit qu'en un pays des experts patentés ès démocratie bourgeoise aient vérifié qu'un fusil n'était pas pointé dans le dos de chaque électeur pour que la liberté paraisse établie. Liberté de crever de faim, de recevoir les conseils avertis des affameurs du FMI.

Mais les certitudes vacillent, les plats trop souvent réchauffés n'attirent plus le chaland. Aux dernières élections en Pologne, 60% d'abstention. En Colombie aux législatives, 65%. Français encore un effort...

Nous allons être bientôt dispenser de ressasser aux Pancho que ce système est pourri dans son principe et non ses manifestations conjoncturelles.

Les bouffons s'essoufflent en des arguments de plus en plus grotesques. Du genre : bien sûr, mon pauvre Monsieur, ce système n'est pas parfait, mais comme le disait à peu près en ces termes Churchill : la démocratie n'est pas parfaite, mais c'est le moins mauvais des systèmes... Ou encore, cet homme politique américain, qui déclarait dans *Time* du 8 octobre 1990 : « *La faible participation électorale est un important indicateur de satisfaction* ». Pancho, à ce sujet, fais-nous un dessin !

Sic (Besançon)

Rendez-vous

UNION RÉGIONALE PARISIENNE

Liste des points de vente du *Monde libertaire* sur l'Ile-de-France :

- groupe Ubu : gare de l'Est (10e), mercredi à 17 h ;

- groupe Louise-Michel, marchés du Poteau et Lepic (18e), dimanche de 10 h 30 à 12 h ;

- groupe de la Villette : marché de Joinville (19e), dimanche de 11 h à 12 h ;

- groupe Pierre-Besnard : marché de la place des Fêtes (19e), dimanche de 10 h 30 à 12 h ;

- groupe Eugène-Varlin : marché de Lagny, dimanche de 10 h 30 à 12 h 30.

- groupe Fresnes-Antony : marché de Palaiseau (92), dimanche de 11 h à 12 h 30 et sur le marché d'Antony (92), dimanche de 11 h 30 à 12 h 30.

- groupe Poulaille : marché principal Basilique de Saint-Denis (93), dimanche de 10 h 30 à 12 h.

Permanences

Les groupes peuvent être contactés sur les lieux de vente du *Monde libertaire*. En outre :

- groupe Fresnes-Antony : permanence chaque samedi de 10 h 30 à 12 h, le dimanche de 10 h à 12 h et le 1er mercredi de chaque mois de 15 h à 16 h30 au 34, rue Jean-Moulin, Antony (Hauts-de-Seine) ;

- Union régionale parisienne et groupe Louise-Michel : permanence et bibliothèque anarchiste le samedi de 15 h à 18 h au 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris.

Echos de presse

Evidemment, il n'y a que dans la presse anarchiste qu'on peut lire une critique radicale de notre belle société moderne, une critique anti-étatique et humaniste. C'est tant mieux pour nous, mais dommage pour tous ces articles, forts documentés, qui paraissent régulièrement dans les canards de « nos confrères », et qui, avec un peu plus de lucidité ou de subversion (au choix) seraient les bienvenus. Morceaux volés.

Libération s'est foulé d'un supplément sur les écologistes (Hors série n° 9, mars 1992 - 30 F). Il est intéressant (pas pour les idées, c'est rare à *Libé*), mais pour le projet : celui de refaire l'histoire des Verts de 1968 à nos jours. Sinon, effectivement, en ce qui concerne les propos, on retrouve le style particulièrement détestable du journal de July. Exemple, la conclusion « lumineuse » de l'éditorial de Jean-Yves Lhomeau : « *L'écologie* [...] *peut offrir à la politique l'occasion d'un renouveau.* » Mais ajoute-t-il, « *Le militantisme écologiste n'a pas de chance. Il contribue, mais ne décide pas.* » Pour être plus clair, le journaliste pense que les Verts sont voués aux poubelles de l'histoire mais pas au perron de l'Elysée ! Waechter et Lalonde vont apprécier.

Le Monde diplomatique de mars (n° 456 - 20 F) vient de paraître. A lire l'article de Claude Julien sur « Vraie détresse, faux prophètes : une citoyenneté au rabais » et celui de Bernard Cassen sur « Qui peut refonder la gauche ? », où l'on y expose, là, de bonnes idées, mais, hélas, toujours dans une optique trop social-démocrate. C'est souvent comme ça : pour l'état des lieux, on est d'accord, mais pour les solutions, nos avis divergent. Ainsi, quand Julien écrit : « *Le citoyen est libre d'opter pour "Dorothée" ou "La Roue de la Fortune"* [...]. *Mais son avis ne pèse d'aucun poids lorsqu'il s'agit de définir le marché unique européen...* », on est d'accord. Mais quand il cite le président américain Roosevelt, le qualifiant volontiers « *d'anarchiste* » quand il revendiquait la fin du « *nouveau despotisme* [...] *des rois de l'économie* », on voit bien que ses idées restent assez loin des nôtres...

Néanmoins, on peut aussi lire le n° 14 du supplément au *Monde diplomatique* consacré aux médias : « Messages et démocratie » (Manière de voir - 42 F). On y apprend plein de choses sur les manipulations des médias et sur des stratégies économiques en préparation pour nous bourrer le crâne.

Pour vous changer les idées, comme le printemps est en avance, n'hésitez pas à lire *Canicule* n° 7 (mensuel - 15 F, en vente à la librairie du *Monde libertaire*). Les amateurs de *la Grosse Bertha* ne seront pas déçus (c'est le moins qu'on puisse dire). On y retrouve Charb, Vaujour et quelques autres. Ça dégage bien et, en prime, il y a une interview d'un journaliste de *l'Humanité* sur Eurodisneyland : « Disney pourave », tout un programme. Lecture décapante assurée.

Il est à signaler, enfin , la sortie du numéro de mars du mensuel anarchiste belge *Alternative libertaire*. Nous aurons l'occasion de vous en reparler prochainement. Il est vente pour 20 F à la librairie du *Monde libertaire*.

A. D.

Le 3615 RLIBERTAIRE
pensez à l'utiliser pour vous informer sur la Fédération anarchiste

Les absents du jeu électoral

Résumé commenté d'un article de *Données sociales 1990*, INSEE.

Abréviations utilisées : Abs. : abstention, N.I. : non inscription (8,7% de l'électorat potentiel).

Les causes

1) Politique : refus du système représentatif.
2) Conjoncturel : enjeu apparent de l'élection : plus grande participation aux présidentielles jusqu'à très faible aux municipales, avec relèvement au second tour lorsqu'il est décisif.
3) Social : les T.U.C. et autres S.I.V.P. en tocs ne votent pas beaucoup (26% * N.I.), les chômeurs sont ensuite les moins intéressés (19% * N.I. et 38% * Abs.).
Ceux qui ne possèdent pas : ni maison, ni action ou autre bien de rapport, s'abstiennent 3 fois plus que les possesseurs.
4) Le mariage fait voter, par rapport au : célibat, concubinage ou divorce.
5) Les enfants d'étrangers sont N.I. à 26% *.
6) Intérêt pour la politique : un faible intérêt pour la politique entraîne 10% N.I. et 71% Abs., contre 6% et 28% chez les personnes fortement intéressées.
7) Bien que l'âge du vote soit 18 ans, le taux d'inscription à 18-19 ans est de 53%, à 20-21 ans 78%, il dépasse 80% seulement vers 23 ans, et atteint 90% après 30 ans.
8) Habitat : la N.I. et l'Abs. sont plus élevées en milieu urbain, et augmentent avec l'importance de l'agglomération.

Quelques remarques

« *Les non-participants ne sont pas spécialement différents des autres. On n'observe ni désengagement sur les problèmes de fond, ni hostilité à l'action de l'Etat, ni aspiration manifeste à la révolution.* »

« *Les abstentionnistes eux-mêmes n'avancent pas d'explication politique.* »

« *La non-participation est surtout une sanction passive utilisée par ceux que leurs conditions d'existence ou les circonstances politiques privent du désir de choisir ou de participer.* »

N. Mayer et A. Percheron (CNRS/OIP).

Note :
*) Taux déclaré en sondage. Le taux global déclaré est de 24% d'Abs., pour 34% d'Abs. en réalité.

Commentaires

1) Cette motivation nous intéressent directement : il y a deux alternatives au système représentatif :
- a) La dictature, que nous combattons, entre autre en montrant
à ses suppôts les visées réelles et le projet de société des candidats à la dictature en chef.
- b) L'Anarchie. A nous de montrer en détails, pour chaque sous-ensemble de la société, quelles solutions nous proposons, et les infinies possibilités qu'offre le fédéralisme anarchiste.
2) Notre non-participation permanente ne nous permet peut-être pas de jouer là-dessus, mais c'est une démonstration de ce que peut-être l'investissement des citoyens dans un possible fédéralisme libertaire mondial, à long terme.
3) Les exclus avec nous ! Quand saurons-nous les motiver à se prendre en charge ?
4) Les anars se marient rarement, et ne votent pas beaucoup plus. Est-ce un bon exemple ?
5) Le droit de vote pour les immigrés, ça fera sûrement 50% N.I. Et combien d'Abs.? Et combien de vote FN ? Bof !
6) Les gens qui ne s'intéressent pas du tout à la politique participent 3 fois moins que ceux qui s'y intéressent beaucoup. Et ce sont ces abstentions-là que nous revendiquons ?
7) L'âge du début du vote est plus souvent lié à l'entrée dans la « vie active » (premier emploi) - sauf pour quelques étudiants friqués - qu'à l'âge lui-même. Alors l'âge où l'on commence à comprendre les mécanismes de la société diminue (1).
8) Dans une petite ville, l'abstention n'est pas socialement facile. Que pourrions-nous proposer ? De plus, le slogan publicitaire des élections : « *s'inscrire pour voter est obligatoire* » dont le sens réel est : « pour voter, l'inscription est obligatoire », est compris (c'est fait pour) comme : « il est obligatoire de s'inscrire et de voter ». Cette duperie et la pression sociale dans les petites villes sont probablement responsables de 10% de vote sous contrainte (2).

Notes :
1) Sondage 13/18 ans : 25% de sans-opinion.
2) La différence de taux d'Abs. entre commune de plus 100 000 ha. et ruraux profonds est de 7%.
Dans les analyses de sondages, le centre est qualifié de « marais » : c'est là qu'échouent ceux qui sont le moins motivés par la politique, alors que les plus motivés se situent plus facilement aux extrémités de l'éventail politique.

Conclusion

Une meilleure connaissance des abstentionnistes actuels ne nous permet pas de revendiquer cette abstention-démission. Pour certains militants, voter, c'est accepter les élections, mais ne pas trouver de candidat convenable.

Elément de réponse

L'augmentation de l'abstention depuis 1980 environ est lié au dégoût envers les politiciens, puisque quel que soit le candidat élu, rien ne change en bien. Cette nouvelle abstention, c'est plutôt : aucun candidat ne me convient, que les élections ne change rien, jamais. Les abstentionnistes actuels sont à leur manière des pêcheurs à la ligne : ils ne participent à aucune lutte sociale, et même (c'est souvent le cas des vieux chômeurs [1]), ils ne font plus partie de la société.

Note :
1) Les vieux chômeurs sont des pré-retraités, ou équivalent, suite aux grandes restructurations industrielles. Pour ceux d'entre eux dont la vie était articulée autour du travail (l'usine, le repos, le bistrot avec les copains, et dans certains cas, le logement et les vacances par les œuvres sociales de l'entreprise), tout s'effondre en même temps : c'est l'exclusion totale.

Didier
(groupe Henry-Poulaille - St-Denis)

BILLET D'HUMEUR

Les élections encrassent

Les vedettes de la politique se déplacent chaque jour en avion ou en hélicoptère pour vanter les mérites de la liste menée par leur petit copain. L'enjeu est important : il s'agit tout de même de procurer un emploi à des types qui courent après le bifteck depuis plus ou moins longtemps ou qui ont su se montrer généreux lors des précédentes campagnes électorales... ça vaut bien un petit effort et quelques petites phrases dans un micro.

Pour dire quoi ? C'est là que ça épate ! Mais où vont-ils chercher tout ça ? N'attendez pas un débat d'idées, c'est périmé ! Ces messieurs font campagne... De meetings en réunions publiques, ils prêchent les convaincus. Qui de nos jours va aller écouter un politicien pour lequel il ne votera pas ? Ils viennent donc à la rencontre des militants qui pétillent de joie de voir leur leader d'aussi près, d'autant qu'avec un peu de chance, ils pourront peut-être lui serrer la main... Ça vaudra bien un bulletin de vote le jour venu... Mais le plus important pour les politiciens ne réside pas dans la corvée des louches serrées à tour de bras : il faut que tout ça se passe devant les flashes des photographes de la presse régionale ou mieux encore devant les caméras de la télévision. Les journalistes sont là, tout prêts à noter la petite phrase précisément concoctée à cette fin... ça fera sensation au 20 heures.

La sensation ? Il semble bien que le cru 1992 ne soit pas à la hauteur des précédents, qui n'étaient pourtant pas terribles. Le sujet cette année (si vous n'avez pas suivi) est unique : être pour ou contre Le Pen. Ceux qui sont contre s'accusent mutuellement d'être complices du héros du moment. Ainsi en Ile-de-France, Chirac reproche au Parti socialiste de se servir du FN comme d'un épouvantail (à croire qu'il lit *le Monde libertaire* !) et Joxe reproche à Juppé de travailler d'ores et déjà avec des lepennistes tout en disant qu'il n'en fera jamais rien. Bref, « céçuikildikié » ; la politique au niveau du *reality show*.

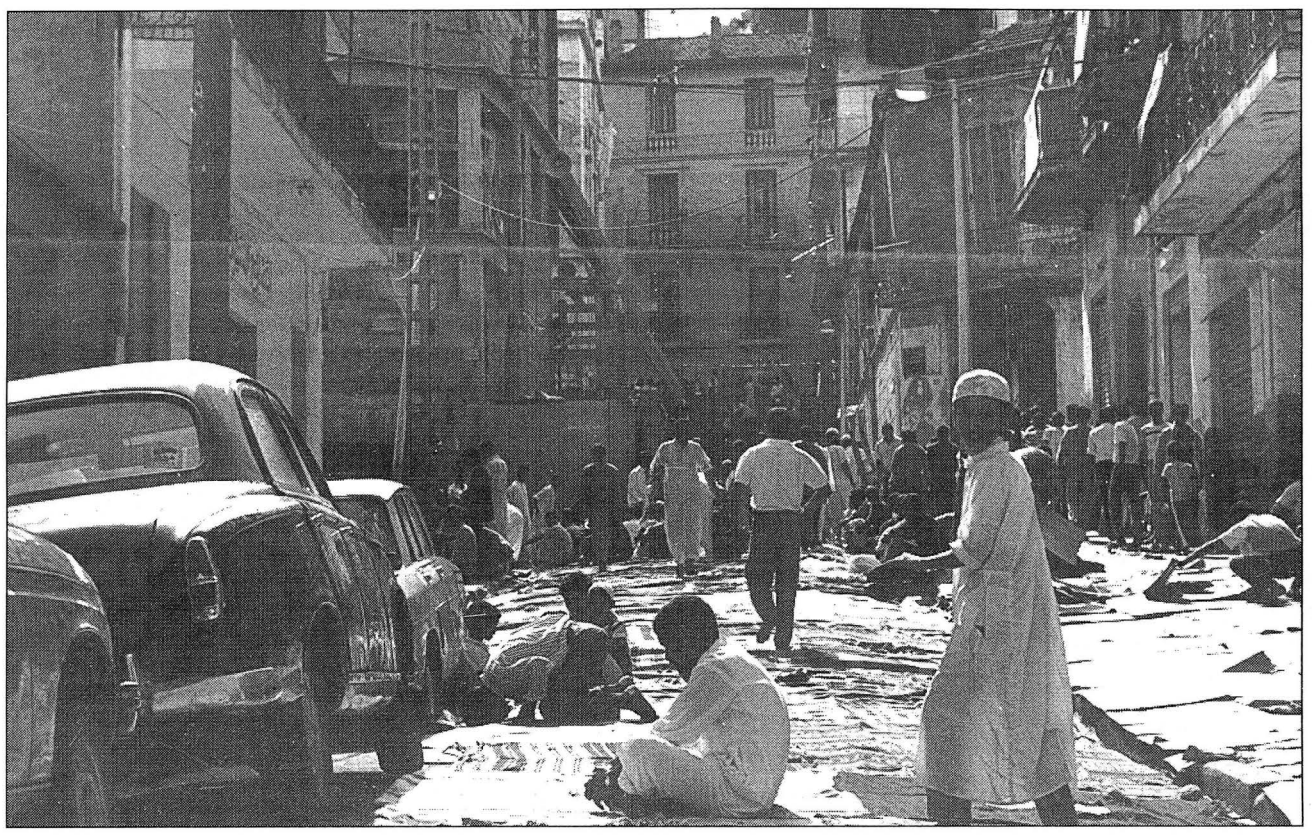
Et les programmes ? Ils existent, mais il faut fouiller pour les connaître. Le moins caché est celui du FN. Les garants de la démocratie n'ont-ils donc rien à défendre ? Il est vrai qu'ils se sont beaucoup décrédibilisés ces dernières années. Cela ne les empêchera pas au soir du 22 mars de déplorer sur tous les tons la désaffection des Français pour la politique. Et si ce n'était pas de la désaffection mais du dégout ?

Elysard Fronteur

ALGÉRIE

Un pays dans la tourmente

A l'heure où l'on apprend l'interdiction du FIS, notre correspondante suisse, Heidi Seray, fait un point d'histoire mettant en relief la personnalité du nouvel homme fort du régime, Mohammed Boudiaf.



Alger. Une rue couverte de tapis pour la prière. © AFP.

A la fin février, on comptait une soixantaine de morts, plus de 400 blessés et quelque 6 000 arrestations (chiffres officiels)... pour « loger » ses prisonniers, l'armée a installé une demi-douzaine de camps de détention dans le sud du pays. Ainsi, moins de trois ans après les sanglantes émeutes d'octobre 1988, l'Algérie, en lieu et place de la libéralisation attendue, a ses nouveaux prisonniers d'opinion et le FIS ses martyrs.

Attachés à une tactique qui a fait ses preuves, les responsables militaires ont choisi dans une première phase de ne pas affronter ouvertement le FIS, mais de chercher à l'asphyxier, d'une part, en le décapitant et, d'autre part, en le privant de ses moyens d'interventions matériels. La troisième phase vient d'avoir lieu avec l'interdiction pure et simple du Front, ouvrant grande la porte à toutes les violations des droits de l'homme. Et tout ceci, sous le regard bienveillant de la quasi-totalité des « démocrates » tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.

Un peu d'histoire

Certes, l'intervention de l'armée, qui s'est toujours crue investie de quelque rôle de protecteur des valeurs de la révolution - concept au contenu des plus flous - était à prévoir. Après tout, l'Armée nationale populaire, ex-Armée de libération nationale, gouverne l'Algérie depuis l'indépendance du pays en 1962, parti unique et armée n'ayant jamais été que les deux faces du même pouvoir. Faut-il rappeler qu'au lendemain de l'indépendance, fêtée le 5 juillet 1962 dans une liesse populaire indescriptible, des luttes entre fractions faillirent déboucher sur une guerre civile et que ce fut l'armée des frontières (les troupes de l'armée de libération stationnées en Tunisie) qui fit pencher la balance en faveur du clan de Ben Bella, et que ce fut sur les blindés du colonel Boumediene que celui-ci fit son entrée à Alger le 4 août 1962. Occupant la fonction de ministre de la défense au gouvernement Ben Bella, le colonel Boumediene renversa le président-marionnette moins de trois années plus tard, le 19 juin 1965, pour exercer directement le pouvoir pendant treize années. A sa mort en décembre 1978, l'armée installa de nouveau l'un des siens à la présidence, à savoir Chadli Bendjedid, auquel elle a finalement signifié son congé ce 11 janvier.

Par conséquent, s'il y a un fait nouveau, ce n'est pas dans une prétendue prise de pouvoir par l'armée qu'il faut le chercher ; armée qui n'avait nul besoin de prendre un pouvoir qu'elle détenait depuis toujours, mais dans la hâte avec laquelle elle s'est débarrassée des derniers lambeaux de son camouflage FLN, une appellation tellement déconsidérée par une immense majorité du peuple algérien qu'elle était devenue totalement inutilisable. Après tout, à la veille des élections, le FLN n'avait-il pas dit aux électeurs : « *C'est nous ou le Moyen âge* », et l'écrasante majorité des votants n'a-t-elle pas donné sa préférence au Moyen âge ?

Cinq hommes, soit directement issus du sérail, soit hommes lige de l'armée, exercent une sorte de pouvoir collégial au sein du Haut comité d'Etat. Si la présence de quatre d'entre eux, à savoir Khaled Nezzar, ministre de la Défense, Ali Kafi, secrétaire général des Anciens combattants de la lutte pour l'indépendance, Tadjini Haddam, recteur de la Mosquée de Paris et Ali Haroun, ministre des droits de l'homme, ne soulève pas de question particulière, il en va tout autrement de l'arrivée inopinée à la barre de cette galère de Mohammed Boudiaf, dernier des chefs historiques de la révolution algérienne à être rentré au pays.

Il s'agit en effet de l'homme qui, dès le 25 juillet 1962, avait lancé un vibrant appel à ses compatriotes de s'opposer à la dictature qui était en train de se mettre en place. Ce fut encore Mohammed Boudiaf qui, après un passage éclair au Bureau politique en démissionna en août 1962, allant jusqu'à retirer sa candidature à l'Assemblée constituante, puisque selon lui, l'abstention était le seul moyen de protestation qui était laissé aux opposants. Enfin, ce fut toujours Boudiaf l'homme arrêté le 2 juin 1963 sous l'accusation de complot contre l'Etat, après que l'armée eut écrasé dans le sang une révolte qui avait éclaté dans le Constantinois, son fief. Exilé au Maroc depuis 1964, condamné à mort par contumace par le régime benbelliste, un moment leader d'un groupe de socialistes révolutionnaires qui semble avoir fait long feu, depuis lors simple exploitant d'une briqueterie, ayant toujours obstinément refusé de rentrer au pays tant qu'il n'y aurait pas de changement fondamental, comment, après tout cela, cet homme se trouve-t-il propulsé à la tête d'un Haut comité d'Etat issu d'un simple putsch ? Serait-ce l'acte de vengeance d'un homme vieilli et aigri à qui il est donné d'assister, après une attente interminable de 30 années, à l'effondrement de ce parti unique détesté, cause des malheurs de l'Algérie, mais aussi de son malheur personnel ? Ou alors, Boudiaf croit-il sincèrement être l'homme de la situation, capable d'insuffler au pays les forces indispensables à son redressement socio-économique, en évitant à la fois les écueils d'une dictature à la chilienne et la plongée dans les abîmes de l'obscurantisme ?

Le naufrage économique

Quoi qu'il en soit, on chercherait en vain dans les premières déclarations publiques du nouvel homme fort de l'Algérie le moindre indice d'un véritable projet de solution des énormes problèmes du pays. En effet, comment remédier au chômage qui frappe officiellement 25% de la population active ? Par quelles mesures freiner la démographie galopante ou combler le déficit en logements qui est estimé à 1 200 000 ? Où trouver l'argent nécessaire au service d'une dette de 26 milliards de dollars qui dévore bon an mal an entre deux tiers et quatre cinquièmes des recettes d'exportation de l'Algérie ? Par quel miracle nourrir une population dont le ravitaillement est à 80% dépendant des importations ? Comment assainir un secteur industriel de type stalinien qui tourne à environ 30% de ses capacités de production et a accumulé des déficits d'exploitation se montant à cent milliards de francs français ? Et ce n'est que la face apparente des difficultés du pays. La face cachée, tout aussi dramatique, s'appelle privilèges et injustices criantes, népotisme et corruption, gaspillage et mégalomanie.

Dans ces conditions, nul besoin d'être prophète pour dire proche le jour où, à l'instar de tant d'autres pays du tiers monde, l'Algérie passera sous les fourches caudines du FMI. Or, les méthodes du Fonds sont bien connues. Elles s'appellent programme d'ajustement structurel destiné à préserver, à n'importe quel prix, la capacité de remboursement des pays en faisant payer la facture aux couches les plus démunies de la population. Pour le dire plus simplement, le FMI prend aux pauvres pour donner aux riches. Un raisonnement logique, somme toute, les premiers sont tellement plus nombreux.

En tout cas, le Haut comité d'Etat ne pourra se complaire beaucoup plus longtemps dans un rôle de sauveur du pays du péril obscurantiste et liberticide que représentait le FIS. Dans les semaines qui viennent, il faudra bien qu'il dévoile son plan, si plan il y a, pour s'attaquer aux véritables problèmes de l'Algérie. Sans doute verra-t-on alors un peu plus clair dans l'imbroglio algérien.

Heidi Seray

BELGIQUE

Proclamer haut et fort qu'on lutte contre le racisme n'est pas de tout repos chez nos voisins du Nord. Le journal *Alternative libertaire* de Bruxelles vient d'en faire les frais. Son imprimerie est systématiquement barbouillée par des slogans haineux. L'équipe du journal a dû même installer une porte blindée pour faire face. Heureusement, cela n'empêche pas le journal de se faire entendre : affiches et slogans libertaires ornent régulièrement les rues du quartier où campe *Alternative libertaire*.

A ce propos, les Bruxellois seront appelés à manifester contre l'extrême droite le 22 mars prochain. Pour toute information, contactez le groupe Yapatchev c/o Guernica, 65, rue du Midi, 1000 Bruxelles.

CATALOGNE

Le Groupe anarchiste pour la transformation sociale de Barcelone lance une initiative pour la « construction d'un projet alternatif et global à Barcelone », ceci dans le cadre des 500 ans de résistance indienne, noire et populaire. Pour l'instant, le GATS regroupe des collectifs barcelonais, mais il souhaite voir participer des groupes d'autres pays.

COLOMBIE

Depuis quelques mois, un groupe anarchiste existe à Medellin et publie le bulletin *Caminos*. Le mouvement anarchiste est pratiquement inexistant en Colombie, d'où l'importance de ce groupe que vous pouvez contacter et aider (en envoyant des mandats internationaux, des livres et revues en espagnol et en anglais) en écrivant à : X. Walter Alonso, AA 54839 Medellin, Colombie.

RUSSIE

Le 10 février 1992, le juge du palais de Justice populaire Dzerjinski a condamné deux anarchistes, Alexeï Rodionov et Alexandre Kouznietsov, à trois ans de prison pour une soi-disant agression contre des OMON (les bérets noirs du ministère de l'Intérieur), c'est-à-dire, en fait, pour avoir participé à un meeting contre le KGB le 12 mars 1991. L'accusation est restée non démontrée.

Un meeting de soutien aux condamnés a été organisé le 29 février sur la place Pouchkine à Moscou.

Brèves transmises par Manuel (Belgique) et Daniel, traduites du journal *CNT* (Catalogne), *la LLetra A* (Colombie) pour le compte des Relations internationales et par le SMOT (Russie).

EX-YOUGOSLAVIE : ERRATA

Dans le n° 849, au sujet de la « Petite histoire du mouvement anarchiste » que nous a proposé Ivan Tomic, notre correspondant belgradois, il était question d'une première organisation anarcho-syndicaliste créée en 1905 et appelée *Jedinstvo* (« Unité »), en fait cette organisation s'appelait *Jednakost* (« Egalité »).

Dans le n° 861, au sujet de « Manœuvres politiques en Serbie contre Milosevic », il est à signaler trois erreurs, dont deux prêtant à des contre-sens :

- Dans le troisième paragraphe, au lieu de « *En effet, la Serbie ne se retrouvera pas agrandie mais les Serbes de Croatie seront sans le protectorat de l'ONU...* », il fallait lire : « *En effet, la Serbie ne se retrouvera pas agrandie, mais les Serbes de Croatie seront sous le protectorat de l'ONU...* ».

- Dans le quatrième paragraphe, au lieu de : « *L'acceptation du plan de Cyrus Vance par la Serbie a mal été vécue par le président de la république serbe de Krajina, Milan Babic, qui regrette avec rage la souveraineté de la Croatie...* », il fallait lire « *L'acceptation du plan de Cyrus Vance par la Serbie a mal été vécue par le président de la république serbe de Krajina, Milan Babic, qui rejette avec rage la souveraineté de la Croatie...* ».

- Dans le cinquième paragraphe au lieu de « *Alexandre Karadjordejenic...* », il fallait lire « *Alexandre Karadjordjevic...* ».

Que nos lecteurs veuillent bien nous excuser pour ces erreurs... Merci !

Le comité de rédaction

EN MARGE DE L'AFFAIRE HABACHE

Les propos d'Arafat sur les ondes : de l'info à l'intox

Fin janvier-début février, l'Hexagone fut pris dans la mini-tourmente diplomatico-politicienne de l'« affaire Habache » du nom de ce leader palestinien venu se faire soigner à Paris. Pour clore ladite affaire, la presse américaine, comme en apothéose, nous fit part d'un enregistrement d'une conversation téléphonique entre le leader de l'OLP, Yasser Arafat, et son représentant à Paris, Ibrahim Souss. Conversation dans laquelle des propos peu amènes étaient adressés à l'endroit des Juifs, des autorités françaises et plus largement à l'égard de la France, symbole d'un Occident décadent.

René Berthier avance quelques idées sur un tel document et sur sa diffusion. A n'en pas douter, il y a de la manipualtion dans l'air à l'heure où l'on parle de plan de paix israélo-arabe.

PENDANT la guerre du Golfe, on a vu à la télévision une infirmière koweitienne surexcitée rapporter devant la caméra la sauvagerie des soldats irakiens qui avaient fait irruption dans l'hôpital d'El Ahmadi, tout pillé, débranché les couveuses et laissé mourir des dizaines de prématurés et, en guise de dessert, violé les infirmières.

Après la guerre, des médecins et le directeur adjoint de la santé du Koweït démentiront formellement les faits... Amnesty International et Middle East Watch ont dénoncé la manipulation : l'infirmière était la propre fille de l'ambassadeur du Koweït à Washington, et son récit une pure invention d'experts en communication.

En 1980, Dan Rather, le présentateur bien connu de la CBS Evening News présente à la télé des séquences d'une bataille en Afghanistan. En 1984, il montre des moudjahidines qui font sauter des pylônes électriques « *au cours de la plus large opération de sabotage de la guerre* ». Peu après il montre des cohortes d'Afghans « *fuyant sous le feu des attaques soviétiques* ». Intox. Tous ces faits étaient des faux fabriqués pour les besoins de l'audimat.

Alors, quand une chaîne de télévision américaine diffuse ce qu'elle présente comme l'enregistrement d'une conversation téléphonique compromettante entre Yasser Arafat et Ibrahim Souss, qui aurait eu lieu le lendemain de l'arrivée de Georges Habache à Paris (30 janvier) et, comme par hasard, rendue publique la veille du discours qu'Arafat doit prononcer devant la commission des droits de l'homme de L'ONU, à Genève, on peut se poser des questions. Surtout quand on sait que les Etats-Unis se sont donné un mal de chien pour empêcher qu'Arafat soit reçu comme un chef d'Etat. Il y a décidément des coups de fil qui tombent bien.

Les problèmes occultés

D'ailleurs, l'affaire de la conversation téléphonique interceptée tombe doublement bien. Elle permet de faire oublier la mort d'un Palestinien, Moustapha Akaoui dans une cellule de la prison militaire d'Hebron, en Cisjordanie. Or, curieusement, le 12 février, Amnesty International a justement exhorté le Premier ministre israélien à faire cesser immédiatement les mauvais traitements subis par les prisonniers palestiniens. L'organisation internationale réclame l'ouverture d'une enquête sur la mort de Moustapha Akaoui, et demande à Shamir de réformer les règles et les méthodes d'interrogatoire dans les prisons.

Ainsi, d'une part on a des propos attribués à deux dirigeants palestiniens, niés par ceux-ci, sur une bande magnétique de mauvaise qualité ; et d'autre part on a des faits réels, des morts et des tortures. Mais ce sont les propos (supposés) des Palestiniens qui sont condamnés, pas les faits (incontestables, ceux-là) des Israéliens.

Mais quels propos ! On a beau lire et relire ceux qui sont rapportés par *le Monde* du 13 février. Pour autant qu'ils soient authentiques, ce n'est certes pas là un chef-d'œuvre de subtilité politique. Mais on ne voit rien de plus que ce que pourrait dire le représentant de n'importe quelle communauté dominée par n'importe quel oppresseur. On ne voit rien de plus que ce qu'un belligérant, dans une guerre, pourrait dire d'un belligérant du camp adverse. Il faut une bonne dose d'hypocrisie pour oublier qu'Israéliens et Palestiniens sont ennemis dans un conflit qui les oppose depuis plus de quarante ans, et pour s'indigner qu'en privé - dans l'un ou l'autre camp, d'ailleurs - l'on ne parle pas de l'ennemi avec des fleurs et avec des violons dans la voix. On pourrait naïvement se demander pourquoi ce n'est pas une conversation privée entre Shamir et Ariel Sharon, parlant des Arabes, qui a été interceptée et diffusée.

Il faut une bonne dose d'hypocrisie pour confondre l'antisémitisme avec la haine nationaliste. Le premier n'est pas excusable, la seconde est, au moins, compréhensible. Les Palestiniens expulsés de leur sol ont toutes les raisons de haïr les Israéliens : depuis plus de quarante ans, des résolutions de l'ONU ont été votées en leur faveur, mais ne sont pas appliquées par Israël, sans qu'aucun corps expéditionnaire ne soit envisagé par les gardiens du droit international qui ont rasé l'Irak.

La confusion

Dans ces conditions, doit-on exiger des Palestiniens, même si des négociations de paix sont en cours, qu'ils portent aux Israéliens une grande et sincère affection ?

Aucune fatalité ne fait qu'un peuple doive rester indéfiniment victime. Entretenir la confusion entre la situation des Juifs lorsqu'ils sont victimes du racisme, et celle des Israéliens lorsqu'ils commettent des actes d'oppression peut, à terme, se révéler catastrophique pour l'ensemble de la communauté juive. Cette confusion peut être habilement entretenue par l'Etat israélien - c'est de bonne guerre, et on ne peut attendre moins d'un Etat - et être assumée par une petite partie de la communauté juive fanatisée, mais elle ne fait pas du tout l'unanimité parmi les Juifs.

Jouer sur la confusion entre antisémitisme et ressentiment national, c'est d'ailleurs rendre un mauvais service à la fois aux juifs et à tous ceux qui luttent contre le racisme. L'oppression subie par le peuple palestinien ne pourra pas rester indéfiniment cachée. Alors, ce sera la communauté juive dans son ensemble, diaspora et Juifs d'Israël, qui sera rendue responsable.

Entretenir la confusion en jouant sur le sentiment de culpabilité collective, c'est littéralement prendre en otages à la fois les Juifs et les non-Juifs anti-racistes qui n'approuvent pas la politique de l'Etat d'Israël.

Entretenir la confusion c'est oblitérer le fait que l'Etat israélien ne reconnaît pas aux citoyens arabes d'Israël les mêmes droits qu'aux autres, c'est masquer le fait qu'il occupe, au mépris des lois internationales, des territoires appartenant au Liban, à la Syrie, à l'Egypte et aux Palestiniens, c'est dissimuler le fait que des soldats israéliens se livrent à des actes de violence inouïe à l'égard de populations qui ne réclament que le droit de vivre.

Certains observateurs ont fait remarquer la déchéance morale qui doit résulter, chez les soldats, d'actes de violence continue exercés à l'encontre de populations civiles. Deux journalistes israéliens, Ze'ev Schiff et Ehud Ya'ari racontent dans leur livre, *Intifada*, qu'un groupe de réservistes fut reçu un jour par le président israélien Chaim Herzog. Ces hommes venaient de servir en Cisjordanie et racontèrent que l'occupation les forçait à la violence, « *et à travers eux la société israélienne tout entière* », et qu'elle « *risquait de se faire au prix de leur propre humanité* » : ces hommes considéraient que « *l'oppression faisait payer un tribut bien lourd à ceux qui en étaient les exécutants* ». (...) « *Mais le sentiment le plus poignant,* disent les auteurs du livre, *c'était leur crainte de sombrer dans une espèce de torpeur morale* . » (1)

L'affaire de la conversation téléphonique d'Arafat et d'Ibahim Souss ressemble trop à une diversion pour qu'elle soit prise au sérieux. Pas plus qu'à Georges Habache, les anarchistes ne vouent une sympathie particulière à Arafat. Nous avons trop vu de militants soutenir des mouvements nationalistes ou anti-impérialistes qui sont devenus ensuite des régimes autoritaires sanguinaires, que ce soient les communistes vietnamiens, les khmers rouges ou les khoménistes. Rien ne garantit que l'OLP, dans un Etat palestinien, vaille mieux. Rien ne garantit non plus que le statut de la femme dans un Etat palestinien ne subira pas la même évolution qu'en Algérie après l'indépendance. Mais pour l'instant, l'oppresseur des Palestiniens n'est pas l'Etat palestinien - pas encore -, c'est l'Etat d'Israël, et l'insistance mise sur quelques écarts de langage ne doit pas faire oublier l'essentiel.

Shamir, lui, n'a pas à se soucier de contrôler son langage. Il peut déclarer que les Arabes sont des « *cafards* », des « *animaux à deux pattes* », personne ne s'en indignera.

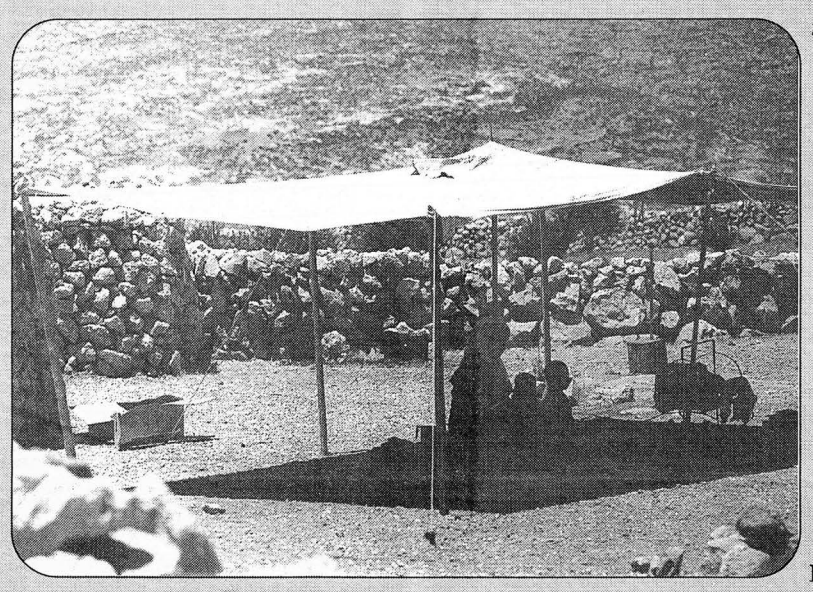
La crise israélo-palestinienne est un abcès de fixation qui empoisonne les rapports internationaux. Au-delà de la question du « droit » et de la « justice » dont les grandes puissances ne se préoccupent pas, il y a au Moyen-Orient un Etat soutenu par l'Occident, qui a une politique ouvertement expansionniste, qui bafoue sans vergogne les résolutions de l'ONU, et qui dispose de 200 bombes atomiques. Si une guerre générale, voire nucléaire, devait éclater parce que ce problème ne trouvait pas de solution, nous en serions, par notre passivité actuelle, tous responsables. En ce sens, la crise israélo-palestinienne n'est pas une crise locale du Moyen-Orient. Elle est une crise internationale, qui nous concerne tous.

René Berthier

(1) Ze'ev Schiff et Ehud Ya'ari, *Intifada*, Stock, 1991, p. 196.

CISJORDANIE

Les bédouins de Kissen chassés de leur terre



Le 16 janvier au matin, le capitaine Rami, du département du territoire, et quatre soldats israéliens ont expulsé six familles, originaires du village de Kissen, vivant dans des grottes à 5 kilomètres du village détruit. L'officier leur a ordonné d'évacuer l'endroit le jour même avec leur troupeau (1 000 bêtes) et de se rendre au village de Fasayel (Jéricho), les menaçant d'amende et de confiscation du bétail pour s'être installé dans une « zone interdite ».

A la demande d'Hussein Abdullah Eibeyat, âgé de 50 ans, de permettre aux familles expulsées d'attendre la fin d'une pluie violente pour évacuer les lieux, l'officier a réitéré son ordre pour le jour même : « *Nous avons dû partir avec les enfants et les troupeaux sous une pluie battante; 20 moutons sont morts.* » Les soldats ont frappé Odeh Ghazzal, un adolescent de 15 ans, qui n'était pas assez rapide selon eux et Ali Eibeyat qui se plaignait du manque de temps pour rassembler le troupeau : « *Cela a été un peu la panique. Nous avions peur qu'ils confisquent les troupeaux. Nous nous sommes réfugiés dans la montagne, à l'ouest de Kissen, avec mes six enfants et un troupeau de 300 moutons. Les autres familles sont retournées dans notre village détruit. Ma maison a été rasée le 29 octobre 1989 et nous n'avions pas d'autre choix que de vivre sous la tente ou dans les grottes. Et maintenant, que faire ?* »

La famille Eibeyat vivait sous une tente fournie par la Croix-Rouge depuis la démolition de leur maison. Le 4 décembre dernier, la tente a été détruite par les intempéries. Leur maison a été rasée trois fois et les autorités refusent d'accorder tout permis de construire. Les dix dernières années, 40 des 53 maisons construites dans les années 60, ont été rasées. Il faut signaler qu'une colonie de peuplement, Ma'lie Amouss, proche de Kissen est en pleine expansion. (1)

Les bédouins sont des bergers, confisquer leur terre revient à les condamner à mort. Mais l'accélération du plan d'Ariel Sharon pour installer des colons en Cisjordanie ne tient pas compte du facteur humain. Transfert de population ... Nous savons ce que cela signifie.

C. P.

(1) Aseel Research and Information, Jérusalem.

GRÈVE DES ÉBOUEURS

Brest : les poubelles en rade

A défaut d'apercevoir la ligne bleue des Vosges, les Brestois ont pu côtoyer, pendant près de trois semaines, des amoncellements de sacs poubelle qui prenaient chaque jour un peu plus d'ampleur. Bilan d'un conflit où les ordures ne sont pas toujours là où on les attend.

Décidément, les énarques bâtés au service du gouvernement socialiste ne savent plus quoi faire pour passer le temps. Après avoir fait souffler un fort vent technocratique sur le statut de la Fonction publique territoriale (1), leur dernière marotte a consisté en l'élaboration d'un décret alambiqué destiné à aligner les agents des communes, des départements et des régions sur la Fonction publique d'Etat. Certes, ce décret permet (en théorie) à ces fonctionnaires de percevoir les mêmes primes que leurs collègues des ministères. En fait, il rend encore plus inextricable une situation déjà passablement compliquée (2).

A Brest, tout est parti des chantiers, ou plus exactement des agents de maîtrise (contremaître), qui demandaient l'égalité de traitements avec leurs collègues techniques des bureaux : curieuse situation où les uns grattaient péniblement 4% quand les autres empochaient 30% à grade égal.

Rapidement cette mobilisation catégorielle allait conduire l'ensemble des agents d'exécution (catégorie C) à s'intéresser de plus près à ce texte bizarre qui permettait aux maires de distribuer des primes, certes, mais sous la forme la plus arbitraire, allant jusqu'à l'individualisation et le « mérite ». (3)

Rapidement, la revendication s'élaborait (rappelons qu'on peut triturer ce texte pratiquement dans tous les sens) : 310 francs minimum par agent et par mois, ce qui représentait la moyenne des taux, sans individualisation, et payables immédiatement.

Seul os dans cette affaire : si le cerveau à l'origine de ce potage avait élaboré une mixture permettant de « primer » à tout va, il avait simplement « oublié » d'indiquer aux collectivités concernées avec quels moyens financiers elles étaient sensées verser ces indemnités.

Laissons passer quelques instants d'étonnement sur cette curieuse conception de la démocratie, grâce à laquelle l'effarant laminoir de l'Etat peut se permettre de produire des textes sans concertation. Restons rêveur devant cette pratique hoquetante de la politique et passons : laissons donc les crocodiles se déchirer entre eux.

Habilement (du moins le croyait-elle) la municipalité socialiste utilisa cette incohérence pour faire répondre aux intéressés « qu'ils n'auront rien » parce que tout simplement, il n'y avait pas d'argent. Air connu.

C'est dans ces moments réjouissants, où le populo croit deviner qu'on le prend pour un crétin, que s'aiguise l'imagination. Et on vote la grève générale. Mais pas n'importe quelle grève : la grève tournante. Pendant deux semaines et demi, trente personnes (sur 700) se sont relayées chaque jour de 5 h 30 à 23 h pour « bloquer » la sortie des bennes de ramassage. Au total, coût minimum pour une efficacité maximum : la ville a pataugé dans les détritus sous plastique.

« La nouvelle équipe de socialo-arrivistes s'était donnée comme seul but l'efficacité. »

Une chose est sûre. Si les primes ont servie de détonateurs, c'est aussi (et peut-être même surtout) de refus de l'ambiance visqueuse de l'administration qu'il était question.

Depuis deux mandats, la relation entre élus et personnel est loin d'être au beau fixe. Après avoir subi la droite autoritaire et méprisante (privatisation du service de l'eau et de l'assainissement en 1987), c'est avec un certain soulagement que les salariés voyaient arriver la gauche en 1989. Naïfs ! La nouvelle équipe de socialo-arrivistes s'était donnée comme seul but l'efficacité. Du moins pour leur carrière politique future qu'ils ne pouvaient que prévoir brillante.

L'homme-orchestre de cette opéra-bouffe (premier adjoint de la mairie) est, il faut le préciser, ex-membre du bureau confédéral de la CFDT.

C'est donc avec toute la morgue et l'aveuglement dont est capable un requin du syndicalisme, qu'il entreprit de mettre au pas le personnel, passant du copinage aux menaces, sans oublier les leçons du meneur d'homme professionnel.

Visiblement, le brave homme est cette fois tombé sur un bec.

Dire aujourd'hui qu'un patron est un patron - qu'il soit socialiste ou autre - est devenu une évidente banalité. Il faut dire que ces braves gens ont endossé le costume de « gestionnaire » avec une délectation mal contenue. Sans s'apercevoir que leurs poches étaient percées.

En ce qui concerne le conflit brestois, on a pu voir les squales du PS se débattre, sentant bien qu'ils ne pouvaient pas échapper à la colère du « petit personnel », ceux-là même qu'ils évitent désormais de fréquenter, n'appartenant déjà plus au même monde.

Toujours est-il qu'empêtrés dans la ligne, les voraces ont tout de même dû lâcher un peu leur proie. Pas grand chose : 150 francs par personne et par mois pour 1992 et un échéancier pour les années suivantes. Après plus de dix huit jours de conflit.

« *Les militants gagnent les élections, les élus les font perdre...* », disait ce militant du PS qui ne comprenait pas que « (ses) *camarades ne* (l') *aient pas écouté* » (il parlait, bien sûr, de ses copains notables). Car, peut-être plus encore que le refus de céder, c'est bien le mépris des gens en place qui a mobilisé et soudé le personnel.

Au fait, entre nous, si tous ces « responsables », grimpés sur des machines politiques à brasser de l'air, cherchaient vraiment à « faire quelque chose » pour nous, au lieu de nous bourrer le mou, où seraient-ils ? Sur leur trône, ou avec nous dans le cambouis ?

Que d'énergies gâchées...

L'ami Zer

(1) Depuis quelques années, les « commis principaux » sont devenus des « agents administratifs principaux de 2° classe », les OP2 des « agents techniques qualifiés »...
(2) Les 36 000 communes de France ont, en fait, autant de statuts différents pour les agents communaux (*idem* pour les départements et les régions). Sur un fond commun, chaque collectivité est libre d'appliquer ou non la plupart des dispositions. Les pouvoirs du maire étant en ce domaine, comme dans d'autres, très difficilement contrôlable et les abus innombrables.
(3) Le conflit a été mené par l'intersyndicale CFDT-CGT-FO.

SIDA

MANIF. Ils ont dû être surpris les rares touristes de ce dimanche gris (8 mars). A Paris, à l'appel d'Act up, une centaine de personnes ont utilisé la journée des femmes pour mettre l'accent sur les oubliés du SIDA. Manifestation marginale, dira la presse, mais derrière les sifflets et sirènes des manifestants, il existe un vrai problème.

Nécrologie

A l'heure où nous blouclons, nous apprenons la disparition de notre compagnon Léo Campion, décédé vendredi 6 mars.

Dans un prochain numéro, nous aurons l'occasion de revenir sur cette disparition.

Nouvelles du front

OBJECTION : SERVICE D'ANNONCES

4 000 objecteurs de conscience marquent, chaque année, leur désaccord au principe du service militaire. Ils choisissent d'effectuer un service civil de vingt mois au sein d'une association ou d'un organisme d'utilité générale ou publique. Le choix leur appartient parmi une liste de près de 40 000 noms, aussi les organismes d'accueil doivent-ils largement se faire connaître des futurs objecteurs.

Urgences pacifiste sa donc créé un service d'annonces, classées par département, dans lequel vous trouverez diverses propositions où effectuer un service civil avec les contacts vous permettant de vous renseigner avant votre choix.

Ce service est ouvert à tout organisme d'accueil des objecteurs désireux de proposer un ou plusieurs postes.

L'annonce : 300 F pour dix lignes de trente caractères maximum et pour un poste, et 150 F par poste supplémentaire ou pour les annonces plus longues. N'oubliez pas d'indiquer nom et téléphone du contact. Les chèques sont à établir à l'ordre d'***Urgences pacifistes*, 20, rue Manin, 75019 Paris. Fax : 42.45.22.76.**

MANIFESTATIONS ANTI-LE PEN

Savigny-sur-orge contre le fascisme

A Savigny-sur-Orge (Essonne), le 29 février, ici encore, le Front national devait tenir un meeting. Hélas pour lui, il a été annulé par la préfecture !

Cela n'a pas empêché plusieurs dizaines de manifestants (300, selon les organisateurs) de se rassembler, devant le lycée Corot de la commune, à l'appel du PS (Julien Dray et sa bande), du PC, de la LCR, du CAL (Collectif pour une alternative libertaire, dont l'un des chefs se présente sur une liste aux régionales !)... mais aussi de la FA et de la CNT ; ces dernières étant bien conscientes que les premières organisations citées n'étaient là que parce que les élections approchent... Les manifestants n'étaient d'ailleurs qu'une cinquantaine à suivre la FA et la CNT pour se rendre à la mairie en clamant : « *Pasqua-Cresson, ce sont toujours des expulsions* ».

Info transmise par Lionel Nicaud

Le carnaval antifasciste de Poitiers

Comme partout ailleurs, le meeting poitevin du Front national, qui s'est déroulé le 3 mars, a eu les honneurs d'un comité d'acceuil *ad hoc* ; toutefois, le cas de Poitiers est un peu particulier. En effet, le lieu traditionnel des meetings de Le Pen est distant de huit kilomètres du centre ville et situé sur une zone commerciale, ce qui n'est pas sans poser un « problème » technique d'accès qui a toujours refroidi la militance institutionalisée de l'antifascisme (Manifeste, Appel des 250, PC, CGT, LCR...). Autant dire que le pari du groupe anarchiste local semblait suicidaire à plus d'un titre.

Profitant de la convergence de date entre le carnaval et la tenue du meeting des fachos, nous avions appelé, sous l'appellation ubuesque de Mouvement pour un « Karnaval Pluri-Multi Ethnique Anti-Kon », à un rassemblement sur place « *non violent mais farouchement antifasciste* ».

Le jour venu, après une intervention théâtrale dans le cadre du carnaval, le groupe de Poitiers, renforcé par le SCALP de Tours et divers groupes (pour beaucoup de la « mouvance » rock) parvenait à entraîner une partie non négligeable de la manifestation « classique » sur le lieu même du meeting. 300 personnes à Chasseneuil-du-Poitou pour gueuler leur opposition à Le Pen. C'était, là, du jamais vu dans notre calme région ! Manifestation tendue, certes, mais qui n'allait pas voir de violences inutiles, et prouvait ainsi qu'à Poitiers... c'est possible !

Signalons la couverture de presse abondante en raison du contexte, et plus particulièrement *le Monde* qui, désignant la Fédération anarchiste de la Vienne comme organisatrice de cette manifestation, nous a fait les honneurs de ses renseignements... très généraux.

Luc (groupe Berkman - Poitiers)

Une mobilisation réussie à Lille

Près de 4 000 personnes ont manifesté jeudi 5 mars à Lille contre la venue de Jean-Marie Le Pen, qui a réuni environ 2 000 beaufs racistes et avinés pour son meeting à l'Espace Foire. Beau score pour les antifascistes. Cela faisait longtemps que l'on avait vu tant de monde dans la capitale du Nord pour crier « *Non à l'exclusion !* » et « *F comme fasciste !* ». C'est un collectif allant de la Gauche socialiste jusqu'aux anarchistes (FA, CNT...) en passant par la Ligue des droits de l'homme et la Jeunesse ouvrière chrétienne qui avait appelé à la manifestation. Seuls le PS et le CRI (antenne dans le Nord du Manifeste contre le Front national) avaient refusé d'appeler à, selon leurs dires, « *cette manifestation d'extrémistes* ».

Les libertaires étaient regroupés derrière la banderole commune FA-CNT, rappelant : « *Pas de liberté pour les ennemis de la liberté !* ». On en comptait environ 250, criant « *Ni Dieu ni maître ni nationalités !* ». Autre présence remarquée et bruyante, celle des Flamands Roses (association de gays et lesbiennes de Lille, membre du Centre culturel libertaire) et de militants d'Act up, arrivant de Paris, criant que le fascisme s'attaque également aux homosexuels. Tout cela se déroulant dans le calme jusqu'à la dissolution de la manifesation annoncée dans le centre de Lille. C'est alors qu'environ 200 manifestants, libertaires, autonomes, jeunes et autres refusèrent de s'arrêter là. Ils se dirigèrent vers l'Espace Foire. Emmenés sur les lieux par les libertaires et la banderole FA-CNT, ils se contentèrent de balancer quelques injures aux « amibes » de l'impressionnant dispositif policier mis en place, qui allait des CRS en grande tenue jusqu'aux flics en civil, armés de matraques.

Ce n'est que plus tard que des incidents éclatèrent entre une quarantaine d'irréductibles et les « forces de l'ordre », alors que la plupart des manifestants étaient partis. Ces incidents furent brefs mais violents, surtout de la part des flics. Ces affrontrements firent 5 blessés légers chez ces mêmes flics, parmi lesquels le commissaire principal (bien visé !), et nombre de blessés ont été dénombrés chez les manifestants allégrement matraqués (un journaliste de FR3 se prendra, d'ailleurs, un sérieux coup de matraque). Sept personnes ont été retenues par la police à l'issue de ces affrontements, dont le lanceur présumé d'un cocktail Molotov. Vendredi matin, six de ces personnes ont été relâchées, sans charge, et la septième ne l'a été que l'après-midi, inculpée de port d'arme de 6e catégorie (un pistolet à grenaille).

Bertrand (gr. Humeurs Noires - Lille)

Ciné sélection

« Betty », « Dien Bien Phu », « La Montre, la croix et la manière »

***Betty* de Claude Chabrol - Il est de Chabrol comme du vin ; il y a les bonnes et les mauvaises cuvées. Betty est un bon crû. Chabrol parle d'ailleurs toujours très bien de la grande bourgeoisie. Le ver est ici dans le fruit ; pourri à souhait.**

Trêve de gastronomie. Le film montre encore que l'auteur des *Bonnes femmes* possède l'art du récit (Chabrol retourne ici à Simenon, un de ses auteurs de prédilection) et de la direction d'actrices. Ici Stéphane Audran est magistrale et Marie Trintignant exhale des parfums de plante vénéneuse, carnivore. Ce Chabrol-là est une bonne histoire de vampire. Intense et sulfureuse. Au-delà de la qualité française, Chabrol nous rappelle qu'il sait aussi être un auteur. Une réussite.

***Dien Bien Phu* de Schœndœrffer - Beaucoup d'avions, mais le film ne décolle pas. Ceux qui meurent d'ennui (Salim et moi) levent l'ancre au bout d'une heure. Nous ne connaîtrons pas le fin mot de la fin et nous ne savons toujours pas qui a gagné la bataille de ce film-là. En tout cas pas le cinéma ! Film de guerre ? Tout juste une bluette nostalgique où le Service cinématographique des Armées et Dieu nous tiennent dans leurs bras. Ça manque de tripes, de viscères et d'idées. Ah ! que la guerre était cinématographiquement belle quand Fuller, Walsh ou Dovjenko en contaient la substantifique moëlle. *Le dit des années de feu* est bien loin !**

***La Montre, la croix et la manière* de Ben Lewin - Les cinq premières minutes me font rire. Les quinze qui suivent m'ennuient ferme. Fatiguée de regarder ma montre, je m'en vais au bout de quarante-cinq minutes. Une manière comme une autre de ne plus subir la croix de ce mauvais récit. Le seul mérite du film, c'est de m'avoir donné envie de lire le texte de Marcel Aymé dont il prétend s'inspirer. Ce n'est déjà pas si mal ! Sortant de ce calvaire, j'ai peur d'en affronter un autre, et pas maso, je fais un petit tour du côté de Mizo... guchi, bien sûr. Tout ça pour vous rappeler que le Nippon continue aux Actions et Cassavetes aux Trois Balzac. Deux poètes résolument modernes et indispensables. On vous l'a déjà dit, et on vous le répète encore !**

Laura L. de « Fondu au noir »

Projection du film « Un Autre futur » (témoignage sur les anarchistes espagnols de 36)
Réalisateur : Richard Prost

- **AIX-EN-PROVENCE : mardi 17 mars - 19 h 30**
  Faculté des Lettres - amphithéâtre Guyon - 3, av. Robert-Schuman. (A l'initiative du CIRA, BP 40, 13382 Marseille cedex 13).
- **TOULON : vendredi 27 mars - 20 h salle Mozart.**
  (A l'initiative du groupe Région-toulonnaise de la FA).

LYON

Débat public autour du livre « Une Femme, une femme... Les lesbiennes aujourd'hui » avec Cathy Morandeau-Ytak

Samedi 15 mars - 16 h
Librairie La Plume Noire, 15, rue Rivet, 69001 Lyon.
Tél. : (16) 72.00.94.10.

AUTOGESTION

« L'Idra di Lerna »
Cosimo Scarinzi, éd. Zero in condotta

Un livre qui parle de l'autogestion non seulement pour dire que c'est une excellente chose et en défendre le principe, non seulement pour faire une distinction entre les différentes formes d'« autogestion », mot dont on s'est beaucoup gargarisé en cette dernière moitié de siècle, mais aussi pour tenter de faire un bilan critique de la façon dont les mouvements sociaux l'ont utilisée après que les anarchistes eurent tenté de la mettre en pratique, c'est une chose rare qui vaut la peine d'être signalée.

Cosimo Scarinzi commence par la façon dont les mouvements des dernières années ont repris l'idée d'autogestion en l'appliquant principalement à la gestion des luttes, en essayant d'enlever aux appareils bureaucratiques des partis et syndicats le contrôle de ces luttes. Il fait surtout référence aux mouvements d'Europe occidentale, ceux que nous avons eu sous les yeux ces dernières années : étudiants, infirmières, enseignants, travailleurs des transports...

Les bouleversements en cours dans les pays de l'Est le poussent à réfléchir sur le fait que « *si l'Histoire a donné raison au communisme libertaire, elle a donné tort aux communistes libertaires* » et donc à s'interroger sur certaines faiblesses théoriques de fond qui ont pesé sur le mouvement anarchiste au cours de ce dernier demi-siècle.

Il en vient ensuite aux racines historiques de l'idée d'autogestion, à ses applications concrètes en Allemagne, Italie, Espagne, et aux apports théoriques de la gauche hérétique des années 50, des révoltes dans les pays de l'Est, de l'ultra-gauche française, de 1968.

Les derniers chapitres sont consacrés au rapport entre mouvements et conceptions du travail, au refus du travail, aux modifications induites par l'intervention de l'Etat dans l'économie et dans les rapports entre les classes, et enfin aux modifications plus récentes de la structure du travail.

Le plan est, on le voit, plutôt vaste ; la tentative ambitieuse ; la capacité de synthétiser un nombre impressionnant de problèmes remarquable et la lecture agréable.

Le livre propose en outre une bibliographie où se retrouve la plupart des textes disponibles en italien sur le sujet.

G. Soriano

(1) Cosimo Scarinzi, *L'Idra di Lerna*, éd. Zero in condotta, Carrara - 1991, 125 p. Prix : 60 F. En vente à la librairie du Monde Libertaire.

NEGATEURS

« Les Assassins de la mémoire »

Pierre Vidal-Naquet fait partie des rares intellectuels qui forcent notre respect, son engagement pendant la guerre d'Algérie en reste le meilleur témoin. Avec *Les Assassins de la mémoire* (1), il nous donne un objet d'étude et de combat contre les prétendus « révisionnistes » qu'il est plus juste de qualifier de négateurs. Cet ouvrage publié en 1987, épuisé depuis, vient d'être réédité.

Cet essai est composé de cinq textes parus entre 1981 et 1987. Il est augmenté dans cette nouvelle édition d'une préface. Vidal-Naquet s'attache à faire un historique des négateurs. Il rappelle, à juste titre, que les premiers négateurs furent les nazis eux-mêmes, qui cherchèrent à éliminer les traces de l'extermination des Juifs, Tsiganes et « *autres peuples et groupes inférieurs* ». Par la suite, les négateurs se sont implantés en Allemagne, par le biais des réseaux d'anciens nazis, et aux Etats-Unis grâce aux racistes et antisémites *Liberty Lobbies*. En France, les négateurs apparaissent avec Paul Rassinier, personnage « *ayant quelque chose de tragique* », résistant, déporté. Il passe du témoignage sur son expérience concentrationnaire à la négation du génocide ; il devient par la même occasion un collaborateur régulier du journal d'extrême droite *Rivarol*.

Les négateurs trouvent un relais dans les milieux d'ultra-gauche, qui « *refusent le consensus antifasciste sur lequel était fondée la résistance au nazisme* ». Des textes comme *Auschwitz ou le grand alibi* apparaissent. La jonction s'effectue ainsi entre une extrême droite ayant trouvé un relais militant dans l'ultra-gauche. Notamment chez un groupe dissident de « Socialisme et barbarie », « La Vieille Taupe », qui s'évertue à défendre et à publier tous les textes des négateurs. Par ce moyen, l'extrême droite réussit à banaliser les crimes de ces prédécesseurs nazis.

Pierre Vidal-Naquet démontre que les pseudo-méthodes de recherche utilisées par les négateurs sont loin de respecter la rigueur nécessaire à la recherche historique, qui est composée du recoupement et de la vérification de tout document (du témoignage à la pièce administrative). Les négateurs utilisent une méthode de falsification systématique. Ils extraient une phrase hors de son contexte, la porte en preuve inébranlable de l'inexistence du génocide. Quant aux témoignages, ceux des victimes sont systématiquement déclarés faux, puisqu'ils viennent des complices « *du sionisme international* ». Tout autant sont considérés ceux des bourreaux, puisqu'ils ont été obtenus, dit-on, sous la torture. Ainsi, le tour est joué, et ils peuvent avancer leur mensonge. Les négateurs se présentent ainsi comme les détenteurs de la vérité, leurs détracteurs étant qualifiés d'alliés de l'Etat israélien.

« *Un astrophysicien ne dialogue pas avec un "chercheur" qui affirmerait que la lune est faite de roquefort* ». Les négateurs se situent à ce niveau sur le plan de la recherche.

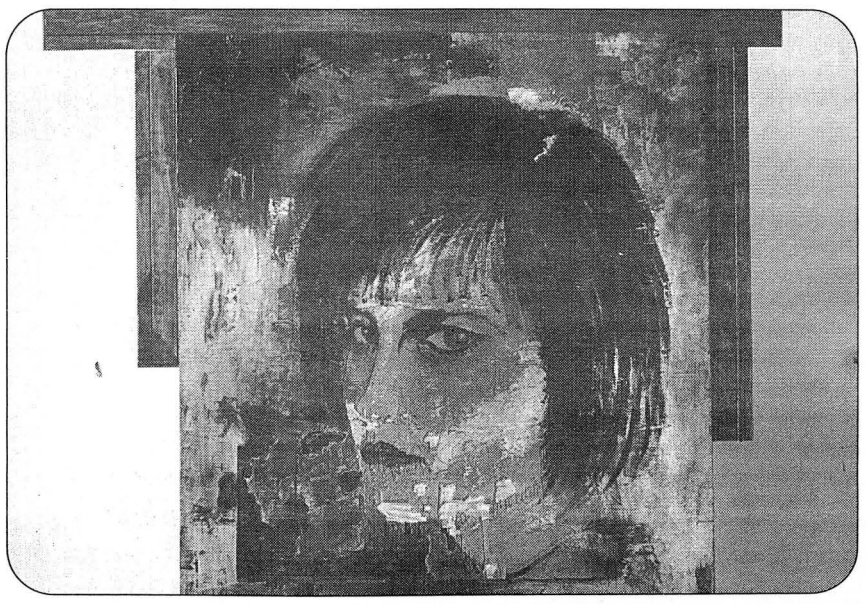
Pierre Vidal-Naquet nous offre donc une étude sur les mécanismes de la falsification et du mensonge que constitue cette nouvelle forme d'antisémitisme.

Sylvain Eischenfeld (gr. Flores-Magon - Paris 13e)

(1) *Les Assassins de la mémoire*, éd. La Découverte. Prix : 79 F. En vente à la librairie du Monde Libertaire.

PEINTURE

« Rues Chaudes » de Pilar et « Barri Xino » de Millà



Le Mépris, Pilar.

La prostitution féminine a toujours fasciné les artistes hommes. Nombre d'entre eux ont décrit cet univers de déchéance, de perdition... ce fusible de la société capitaliste. De Toulouse-Lautrec à Carco, d'Otto Dix à Sartre, la prostitution a été peinte, romancée, mise en vers. Peu de femmes se sont risqué à y porter un regard artistique. Il fallait sans doute pour cela digérer bien des évolutions de cette société. Et voici que deux jeunes peintres espagnoles - Pilar, d'origine castillane, vit à Paris et Millà, catalane, à Barcelone - osent se pencher sur cet univers. Ces regards, tant attendus, nous seront présentés à l'occasion de deux expositions françaises (1), suivant une « monstration » espagnole qui a eu lieu à Barcelone en janvier 1992.

Pilar nous a habitués à un travail par thèmes. Ainsi, après une introspection à propos de la religion, la voilà descendant dans les *Rues Chaudes* pour y capter des images avec la panoplie technique qu'on lui connaît. Pilar est une amoureuse de la matière, et ses supports en contreplaqué sont habilement sculptés, avec des surimpressions de matériaux diverses. Elle emploie par dessus une palette de vernis et de teintures faisant apparaître les sujets avec une poésie rappelant certains procédés photographiques. Les personnages semblent calmes, l'environnement n'est pas tapageur, les femmes sont belles, émouvantes, ce n'est qu'à leurs tics de professionnelles qu'on reconnaît leur métier : celle-ci est appuyée à un mur, celle-là laisse paraître sa fatigue ; ce décolleté est peut-être un peu profond, cette robe plus courte qu'il n'est d'usage. La dénonciation est toujours suggérée.

Chez Millà, cette dénonciation est évidente dès la première lecture. Son univers plus sordide provoque en nous un sentiment immédiat de rejet, d'inutilité de cette déchéance. Elle peint avec sa matière lourde et ses couleurs violentes des femmes usées et sarcastiques qui attendent le client, jouent aux cartes ou boivent pour passer le temps, ce temps qui pèse, ce temps qui passe et enfonce chaque jour un peu plus ces figurantes de la comédie humaine.

Ces préoccupations communes, que les Pyrénées n'ont pu filtrer, méritent notre attention ; l'évolution de nos sociétés ne nous permettant pas d'espérer une transformation de cette pratique ancestrale...

André Robert
(gr. La Vache Folle)

(1) Les expos :
- Paris - Espace 51, 51, rue des Archives, 75003 . Du 17 mars au 17 avril.
- Dourdan - Centre culturel, rue des Vergers-Saint-Jacques. Du 21 mars au 5 avril.

RENDEZ-VOUS

BOURGOIN-JALLIEU
Une exposition sur le thème : « 15 ans d'affiches anarchistes sur Bourgoin-Jallieu » se tient durant tout le mois de mars, au 20, rue Joseph-Seigner. Cette expo est à visiter aux heures de permanence : le lundi de 18 h à 19 h, le vendredi de 18 h à 20 h et le samedi de 14 h 30 à 18 h. C'est une bonne façon de se rencontrer et de discuter. Afin de fêter dignement les 10 ans d'existence du journal *Contre Vents et Marées*, le collectif anarchiste et le groupe FA organisent une bouffe pantagruélique le dimanche 22 mars à 12 h au 20, rue Joseph-Seigner.
Inscrivez-vous à « Contre-Courants », La Ladrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu. Joignez un chèque (à l'ordre de l'association) de 100 F par personne, ceci avant le 18 mars.

CAEN
Il existe une liaison FA sur Caen, que l'on peut contacter en écrivant aux Relations intérieures (145, rue Amelot, 75011 Paris), qui transmettront.

CHERBOURG/OCTEVILLE
Le groupe de Cherbourg tient une permanence le premier samedi du mois à 17 h, salle Jacques-Prévert à Octeville. Pour tout contact, écrivez au GREL, BP 12, 50130 Octeville.

NIMES
Afin de faire connaissance et de dialoguer avec les lecteurs du *ML* (et d'autres !), les militants du groupe Henri-Marius vous invitent à assister à une réunion le samedi 21 mars de 15 h à 17 h au Centre culturel Pablo-Neruda de Nîmes (2e étage). La rencontre aura un thème : « *Les anarchistes et les élections* ».
Par ailleurs, retrouvez les militants du groupe Henri-Marius chaque mercredi sur Radio-Typ (102,5 FM), dans le cadre de l'émission « Emergences » (19 h 30 - 21 h).

POITIERS
Le groupe Berkman de la FA ouvre prochainement son local de réunions et de permanences. Pour plus de détails sur cette nouveauté, écrivez au groupe Berkman c/o OAF, BP 166, 86004 Poitiers cedex.

LE MANS
Le groupe FA organise une réunion-débat sur l'anarchisme le jeudi 26 mars à la faculté de Sciences (salle P1 ou P2) à 12 h 30.

RENNES
Le groupe de Rennes organise le jeudi 19 mars à la Maison de quartier de Villejean une soirée dont le clou sera la diffusion du film « Un Autre futur » (Espagne libertaire 36-39). La projection débutera à 20 h 15. L'entrée est de 20 F.

VENDÔME
Une liaison vient de se créer à Vendôme (Loir-et-Cher). Les personnes désirant la contacter peuvent le faire par l'intermédiaire des relations intérieures (145, rue Amelot, 75011 Paris), qui transmettront.

PARUTIONS

BROCHURE
Le n° 5 du bulletin *Brisons nos chaînes* du Réseau pour l'abolition de la télévision, animé par un militant de la Fédération anarchiste, vient de paraître. Celui-ci est disponible au prix de 5 francs à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

BROCHURE
Le numéro double, 38-39, de la revue *Volonté anarchiste*, intitulé « Dieu et l'Etat », de Bakounine (80 pages) est disponible à la librairie du Monde Libertaire au prix de 40 F (+ frais de port de 7,50 F). Cette brochure est, par ailleurs, disponible auprès du groupe éditeur (gr. Fresnes-Antony de la FA, 34, rue Jean-Moulin, 92160 Antony), qui accorde 33% de remise à partir de l'achat de 5 exemplaires. Abonnement pour 8 numéros : 190 F (chèque à l'ordre de ASH).

HUMEUR

Politique à Marseille

La scène se passe dans un bistrot du Vieux-Port de Marseille à l'enseigne de La belote coinchée. Une réunion politique capitale oppose deux des ténors français les plus connus. TF1 n'a pas hésité à bouleverser ses programmes et à enlever Jean-Pierre Foucault à l'affection de ses mongoliens pour diffuser ce débat essentiel. Voici le compte rendu de cette empoignade qui devrait faire date dans les annales de la politique française :
« *Alors, enfoiré, tes potes ont étouffé un max de grisbi et tu ramènes ta fraise !*
- Ta gueule, bas de plafond, et ferme ton sucrier, tu attires les mouches !
- Ça vaut mieux que d'attirer tous les mal blanchis de la planète ! Déjà qu'on est envahi par les ritals, les boches et les rosbif... sans compter les pédés dans ton genre...
- Tes boniments racistes, tu peux te les foutre au derche ! Je fréquente pas les sacristies, moi ! D'ailleurs, à propos de pissotières, ton programme politique est bon à mettre aux gogues !
- Eh, mollo, vendeur de liquettes ! C'est pas un loquedu analphabète comme toi qui va me casser les burnes en m'apprenant à causer au populo... On sait où tu l'as trouvé ton programme économique : dans un paquet de Bonux !
- Tu parles, vieux kroumir ! Tes vannes à la godille, je m'en tamponne. Je suis peut-être pas né coiffé, mézigue, mais ma mère m'a pas bercé trop près de la cloison comme tézigue !
- Ah, je vois, monsieur a piqué ses arguments chez les bicots ! Je propose qu'on arrête là pour parler de choses sérieuses.
- T'as raison, bouclons-la ! Les électeurs vont finir par croire qu'on les prend pour des cons. Alors, dis-moi, Jean-Marie, tu me le fends, ce cœur. »
Cette scène touchante est interrompue par un troisième larron, nommé Gaudin, qui jette ses cartes en hurlant : « *Dites-donc, fumiers, vous croyez que j'ai pas vu votre manège.* »

Arthur

DOUBLE PEINE

ARRÊT. En grève de la faim depuis le 2 janvier à Paris, onze expulsables ont stoppé leur mouvement le dimanche 23 février.
Dans une lettre adressée au Comité national contre la « double peine », le ministère de l'Intérieur fait état de ses propositions : suspension des mesures d'expulsion pendant l'examen des dossiers, abrogation de nombreux arrêtés d'expulsion. Mais reste toujours la mesure « d'urgence absolue », porte ouverte à tous les abus et tous les expulsables d'avant la loi Joxe du 31 décembre et de l'ère Pasqua. Ce qui représente 15 à 20 000 personnes.
Le Comité contre la « double peine » réclame donc une amnistie générale.

REFORME JOSPIN

MANIF. Une manifestation rassemblant 4 000 lycéens et étudiants a parcouru les rues de Brest le jeudi 5 mars pour s'opposer aux projets de réformes scolaire et universitaire de Lionel Jospin. Cette manifestation était organisée à l'initiative de PSA (Pour un syndicalisme autogestionnaire) et par la Coordination des lycéens et étudiants anarchistes (CLÉA). Un comité a été créé pour présenter des contre-propositions.

Pour le Monde libertaire, un soutien pratique : l'abonnement !

Nos derniers autocollants

Les groupes Henry-Poulaille (Seine-Saint-Denis) et Ubu (Paris) viennent d'éditer une nouvelle série de quatre autocollants. Prix : 1 F à l'unité et 10 F la cinquantaine. Précisez lors de vos commandes par 50, si vous souhaitez un seul modèle d'autocollant ou un panachage à partir des quatre.

Associations

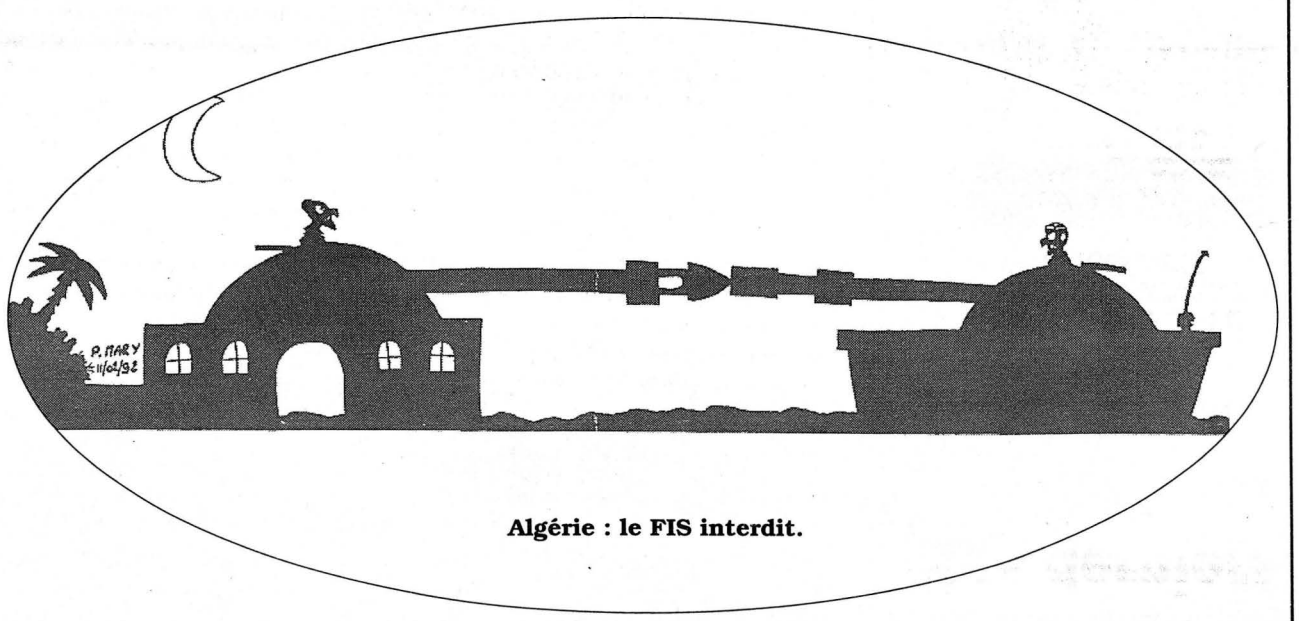
DEFENSE DE L'HOMME
Une conférence-débat sur le thème : « Désarmement : progrès ou recul social ? », animée par André Weiss de l'Union pacifiste et Charles Loriant du Mouvement d'autogestion distributive se déroulera le lundi 16 mars à 19 h 30 à la salle de la **Libre Pensée, 12, rue des Fossés-Saint-Jacques, 75005 Paris.** Entrée : 10 F.

CONFÉRENCE DE LA CNT-AIT DU DOUBS
Une conférence-débat se déroulera sur le thème « Eugène Varlin et la naissance du mouvement ouvrier » avec Michel Cordillot, auteur d'un récent ouvrage sur Eugène Varlin (cf. *ML* du 20 février), le mardi 17 mars à 18 h à la **faculté des Lettres de Besançon (salle 06), rue Mégevaud.** Cette réunion est organisée par la CNT-AIT du Doubs.

COLLECTIF ALTERNATIF PLAISIR (CAP)
En octobre 1990 s'est constitué le CAP (association loi 1901) visant à « *détruire, ou du moins dénoncer, les différentes formes de structures dans la société qui génère l'injustice* ». A partir de cette idée-force, sont nées différentes initiatives : un groupe d'objecteurs en relation avec le Mouvement des objecteurs de conscience (MOC), un fanzine, *Zig zag dans la verdure*, axé principalement sur des thèmes écolos, mais qui s'ouvre à toute forme de luttes, un groupe de sensibilisation à vélo : Les Lascars fourchus, dont le but est d'interpeller sur diverses formes d'aberrations : racisme, militarisation, expulsions, environnement, et enfin un collectif antifasciste. A cela s'ajoute une association d'organisation de concerts : Rock Mitaine.
Si vous voulez adhérer, la cotisation est libre, et la structure dépourvue de hiérarchie.
Pour contacter le CAP, rendez-vous chaque dimanche à 18 h au **Centre d'activité de l'Acqueduc-de-l'Avre, rue Marcel-Pagnol à Plaisir (Yvelines).**
Par ailleurs, pour celles et ceux n'habitant pas sur Plaisir, le collectif peut être joint épistolairement à l'adresse suivante : **CAP, BP 52, 78371 Plaisir cedex.**

COLLOQUE SUR LA GUERRE D'ALGÉRIE
Un colloque est organisé par l'Institut du Monde Arabe et la Ligue de l'enseignement sur le thème : « Mémoire et enseignement de la guerre d'Algérie » les 13 et 14 mars.
Les séances pléniaires auront lieu le vendredi 13 mars de 9 h à 12 h et le samedi 14 mars de 14 h à 18 h dans le **Grand amphithéâtre de la Sorbonne, 47, rue des Ecoles (M° Cluny-la Sorbonne - RER Saint-Michel-Notre-Dame ou Luxembourg), 75005 Paris.**
Les ateliers auront lieu le vendredi 13 mars de 14 h à 18 h et le samedi 14 mars de 9 h à 12 h à **la Sorbonne et à l'Institut du Monde Arabe, 1, rue des Fossées-Saint-Bernard (M° Jussieu ou Cardinal-Lemoine), 75005 Paris.** Pour plus de Renseignements, téléphonez à la Ligue de l'enseignement au **43.58.97.51.**

Le dessin de la semaine



Algérie : le FIS interdit.

SOMMAIRE

PAGE 1 : Voter c'est l'arnaque (suite p. 3), Avec le parlementarisme point de salut, Edito.
PAGE 2 : La bataille pour la crédibilté.
PAGE 3 : Voter c'est l'arnaque (suite de la « une »), Les absents du jeu électoral, Les élections encrassent, Echos de presse, Infos FA.
PAGE 4 : Algérie; un pays dans la tourmente, Infos internationales .
PAGE 5 : Les propos d'Arafat sur les ondes : de l'info à l'intox. Les bédouins de Kissen chassés de leur terre.
PAGE 6 : Brest : les poubelles en rade, Manifestations antifascistes (Savigny, Poitiers et Lille), Nouvelles du Front, Info brève.
PAGE 7 : Ciné sélection, « Les Assassins de la mémoire », « L'Idra di lerna », Pilla et Millà exposent.
PAGE 8 : Humeur... Politique à Marseille, Le dessin de la semaine, Associations, Infos brèves, Infos FA.